

Défis économiques de la Tunisie et de la région euroméditerranéenne « L'inclusion sociale et financière est prioritaire. Il faut promouvoir la micro-finance; l'employabilité et l'entrepreneuriat social et des jeunes et l'accessibilité aux services bancaires mobiles pour les plus pauvres ».

ENTRETIEN avec Jalloul Ayed par Senén Florensa

Récemment élu président de la MED Confederation, une initiative qui a pour but de donner un nouvel élan à la coopération socio-économique en Méditerranée, Jalloul Ayed est un homme de finances doté d'une vision holistique de l'économie et des défis sociaux. Homme de succès dans le secteur financier, il montre un engagement formidable vis-à-vis des évolutions sociales et politiques de son pays, la Tunisie, et de la région méditerranéenne. Suite à la révolution de 2011 en Tunisie, Jalloul Ayed a occupé le poste de ministre des Finances de janvier à décembre 2011, au sein du gouvernement d'union nationale de Mohammed Ghannouchi, puis dans celui de Béji Caïd Essebsi. Inspiré par cette expérience, il a publié le livre *Tunisie, la route des jasmins*, dans lequel il propose une troisième voie « où l'économie et la finance sont mises au service du peuple, sortant de cadres idéologiques dogmatiques ».

Son parcours dans le secteur financier est remarquable : il a occupé des postes clés au sein de différents groupes bancaires et d'entreprises financières, notamment Citicorp, Corporate Bank et Citibank pour en mentionner quelques uns ; il a réorganisé la BMCE (Banque marocaine du commerce extérieur) et créé une nouvelle filiale, AXIS Capital Tunisie ; et il a été vice-président du conseil de surveillance de la compagnie d'assurance marocaine RMA Watanya. En outre, il est aujourd'hui membre du Conseil maroco-américain pour le commerce et l'investissement et pré-

sident honoraire de la Chambre américaine du commerce (AMCHAM), après avoir été élu président en 1993 puis vice-président d'Euromed Forum. Son prestige dans le secteur l'a amené à être candidat à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) pour le prochain mandat, de 2015 à 2020.

Cependant son hyperactivité ne s'arrête pas au secteur des finances. Grand amateur de musique classique, son humanisme et sa sensibilité l'ont amené à composer plusieurs symphonies : *Magador*, *Hannibal Barca* et *Parfum de Jasmin* ont déjà été jouées à plusieurs reprises dans différents pays d'Afrique du Nord.

Sa vision claire, lucide et complète des défis auxquels la Tunisie et les pays de la région euroméditerranéenne doivent faire face habite son témoignage recueilli par AFKAR/IDEES.

AFKAR/IDEES : *Envisagez-vous une reprise économique dans les pays du sud de la Méditerranée dans le court terme ? Comment pensez-vous que la Méditerranée puisse gagner de l'attractivité internationale pour les investisseurs ?*

JALLOUL AYED : La reprise économique dépend largement du rétablissement de la stabilité politique dans les pays du *Printemps arabe*. La Tunisie semble être bien placée pour atteindre cet objectif, alors qu'elle a réussi jusqu'ici, même si douloureusement, à élaborer une Consti-

tution, et qu'elle s'apprête à célébrer ses deuxièmes élections générales en trois ans. Nous espérons que le prochain gouvernement, qui sera bientôt nommé pour un mandat de cinq ans, établira les bonnes conditions pour engager une reprise économique solide et durable.

La stabilité politique et une sécurité effective sont deux conditions *sine qua non* pour attirer les investissements. Mais il existe d'autres facteurs tout aussi importants comme un système financier fort, un environnement légal fiable, un contexte de travail stable, etc.

A/1 : *En tant que président de la MED Confederation, quel est le rôle que vous attribuez à cette organisation pour les prochaines années ? Et quels sont les moyens et les projets à développer afin de remplir ce rôle ?*

J.A. : MED Confederation a été créée à partir de la profonde conviction de ses membres fondateurs que les pays du bassin méditerranéen ont des meilleures chances de vivre dans la paix et la prospérité s'ils unissent leurs forces et jettent des ponts entre eux. Bien sûr, celle-ci n'est pas la première organisation qui incarne cette vision dans notre région, mais ce qui différencie MED Confederation est sa volonté d'inviter les principales institutions locales des différents pays du Nord et du Sud à participer à l'initiative, afin que de nouvelles relations se tissent entre elles. Nous savons tous que ces idées et initia-

L'Afrique du Nord et l'Europe devraient explorer le potentiel énorme qu'offre l'Afrique

tives viennent de contacts et canaux de communication directs. MED Confederation pourrait s'élargir pour devenir une force formidable dans la promotion de tels échanges entre ses membres.

A/I : *De votre point de vue, quels sont les principaux instruments et réformes qui devraient être mis en œuvre pour améliorer l'inclusion financière et l'accès à la finance dans la région ?*

J.A. : L'inclusion financière est évidemment une politique prioritaire dans les pays du Nord comme du Sud. Mais bien sûr cela prend un niveau d'urgence beaucoup plus élevé, notamment dans les pays du *Printemps arabe*, puisque les révolutions dans ces pays ont été déclenchées en partie par le haut niveau de chômage, les disparités dans les niveaux de développement, et un sentiment profond, vécu par ceux qui habitent dans les régions les plus reculées, d'avoir été abandonnés. De ce fait vient l'importance d'établir des objectifs d'inclusion sociale et financière qui soient prioritaires. Il y a une multitude d'instruments à disposition des décideurs politiques pour réaliser ces objectifs. Ceux-ci incluent, sans s'y limiter, la promotion de la micro-finance et de la micro-assurance (surtout dans l'agriculture), en assurant la stabilité de ces sources de financement pour de telles entités ; la mise en valeur des politiques pour favoriser l'employabilité et l'entrepreneuriat chez les jeunes ; la promotion de l'entrepreneuriat social ; le renforcement de l'accessibilité aux services bancaires mobiles et ceux basés sur les

nouvelles technologies pour les plus pauvres, en fournissant un soutien effectif à la société civile, alors que son rôle primordial a souvent été dénigré. L'inclusion financière est tellement importante que j'ose dire que le but ultime des décideurs politiques devrait être celui de l'intégrer pleinement en tant qu'objectif principal dans toute initiative de réforme du système financier. Le fait que la Banque centrale du Maroc ait décidé dernièrement d'inclure la micro-finance à l'intérieur de son périmètre de contrôle est un très bon point de départ et nous espérons que d'autres pays dans la région suivront cette tendance.

A/I : *Les banques régionales de développement, telles que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et surtout la BAD, sont des acteurs financiers de plus en plus actifs dans la Méditerranée. Quel rôle ces institutions peuvent-elles jouer dans la promotion à la fois du développement économique et de la coopération Sud-Sud ?*

J.A. : Ces institutions, notamment la BAD et la BEI et plus récemment la BERD, ont joué et continuent à jouer un rôle prépondérant dans le financement du développement des pays de l'Afrique du Nord. Bien que leur contribution soit effectivement utile, l'essentiel de leur financement, sauf quelques exceptions remarquables, est dirigé au financement des déficits budgétaires et des projets du secteur public. Je crois que ces institutions seraient bien inspirées de privilégier davantage la pro-

motion des initiatives privées et l'aide à ces pays pour développer leur marchés financiers. C'est là le moyen le plus sûr, à mon avis, de s'assurer que les conditions appropriées pour renouer avec la croissance économique et la prospérité soient satisfaites.

A/I : *Comment les pouvoirs économiques émergents, tels que la Turquie, la Chine ou le Conseil de coopération du Golfe, pourraient mieux aider à générer du développement économique dans les pays d'Afrique du Nord ?*

J.A. : Les pays d'Afrique du Nord profitent de liens historiques avec l'Europe et cela se reflète clairement dans la configuration de leur balance des paiements. En effet, une part conséquente de leurs flux d'échanges et d'investissements se maintient grâce au continent européen. Même si de tels liens ont été largement bénéfiques pour ces pays, ils représentent aussi un risque systémique, comme nous l'avons vu après la crise financière de 2008. Encourager des liens commerciaux et financiers avec d'autres régions, notamment avec les pays du BRIC, est tout à fait logique. Aussi, une occasion plus grande encore se présente avec le continent africain. En effet, je crois fermement que l'Afrique du Nord et l'Europe devraient unir leurs efforts dans l'exploration du potentiel énorme qu'offre l'Afrique. Au lieu de délocaliser, un thème sensible en Europe, ils peuvent explorer des opportunités de co-localisation pour multiplier l'effet des avancées technologiques européennes avec

Il est impératif de réduire les disparités inadmissibles entre les régions côtières et celles de l'intérieur

l'abondant et qualifié capital humain d'Afrique du Nord. C'est précisément l'un des rôles que s'est assignée la MED Confederation.

A/1 : *Dans une période où les gouvernements en place dans la région souffrent de difficultés financières, comment pensez-vous que cette pénurie puisse être surmontée afin de leur permettre de développer des politiques sociales ? La réforme des subventions pourrait-elle réduire ces restrictions financières ?*

J.A. : Effectivement la rareté des ressources est le plus grand défi auquel ces pays sont confrontés dans le court et moyen terme. Si vous examinez le budget de la Tunisie, par exemple, vous vous rendrez compte du fait que le gouvernement dépense considérablement plus dans les subventions que dans les investissements pour le développement régional. Cela n'est clairement pas durable. Le défi est donc de créer les conditions pour une croissance économique toute en préservant l'équilibre délicat avec la stabilité sociale. À mon avis l'accent initial devrait être mis sur la promotion des investissements privés afin d'élargir l'espace budgétaire du gouvernement, au fil du temps, à travers la création de valeur économique. Celle-ci, selon moi, est la meilleure façon de procéder, plutôt que de dépendre de la dette extérieure.

Les gouvernements ont à leur disposition toute une série de moyens pour encourager les investissements privés et pour obtenir rapidement des résultats : promouvoir des initiatives PPP [NdlR : *Public-private Partnership*], des incitations fiscales,

des actions vigoureuses pour remplir les conditions pour un meilleur classement suivant « l'indice de la facilité de faire des affaires », la création de placements nationaux puissants, la promotion du capital-investissement, la création d'un marché de capitaux efficient, l'amélioration de l'environnement de travail, etc.

A/1 : *Quelles sont les réformes économiques et politiques que la Tunisie doit introduire afin de générer une croissance économique durable et inclusive ?*

J.A. : En premier lieu, je dois souligner que le premier objectif d'un programme économique ne devrait pas être celui de créer des emplois mais plutôt de créer de la valeur. C'est seulement à travers la création de valeur que les emplois peuvent être créés et préservés, pas seulement pour les générations actuelles, mais aussi pour les générations futures. La valeur économique ajoutée peut provenir uniquement de l'investissement, découlant notamment du secteur privé.

En deuxième lieu, un système financier solide est le pilier de toute économie qui souhaite exploiter son plein potentiel. Par conséquent, il faudrait donner une grande importance au renforcement du secteur financier en général et du marché des capitaux en particulier. De plus, il faudrait mettre l'accent sur une conception des produits et des services répondant expressément aux besoins les plus urgents des micros, petites et moyennes entreprises, qui représentent une part considérable de l'économie tunisienne.

En troisième lieu, les gouvernements devraient repenser leur rôle et leurs priorités. Ils doivent revenir sur la façon dont ils gèrent les affaires publiques en adoptant des méthodes de gouvernance modernes, tournées vers l'avenir et plus efficaces, tout en exploitant dans le processus les instruments technologiques à leur disposition. Ils peuvent et doivent jouer le rôle d'agents de changement en étant un modèle de référence et en créant des conditions optimales afin que les acteurs économiques et sociaux puissent remplir leur mission autant que possible. Même s'ils relèguent à la société certaines des fonctions qu'ils ont assumées jusqu'ici, les gouvernements doivent garder leur capacité d'arbitrage et stimuler les affaires de leurs nations vers une économie durable, un bien-être social et la protection de l'environnement.

En quatrième lieu, il faut introduire des réformes structurelles. Celles-ci incluent, sans s'y limiter, le système éducatif et en particulier la nécessité de synchroniser les programmes universitaires avec les requis du marché du travail ; le système sanitaire ; le cadre de la sécurité sociale ; les politiques fiscales et le système légal. De plus, nous avons besoin de certaines réformes économiques sectorielles telles que celles concernant le tourisme, l'agriculture, l'énergie (notamment renouvelable). Dernier point, mais pas le moindre : il est impératif de concevoir des nouvelles stratégies pour le développement régional afin de réduire les disparités inadmissibles qui existent entre les régions côtières et les régions à l'intérieur du pays. ■